

Pacte civique



Le Journal

N°9 — Juillet 2021



Le désamour...

ÉLECTIONS

RÉGIONALES & DÉPARTEMENTALES

SOMMAIRE

L'édito	2
Interview : Paul Mayaux, président de la FAGE	3
Des élections sans électeurs ?	4
Baromètre de la fraternité, le cru 2021	5
Journée de la citoyenneté et de la fraternité	6
Grand âge, une tribune Pacte civique dans <i>Le Monde</i>	8



Jean-Baptiste de Foucauld,
cofondateur du Pacte civique

Cette abstention record sonne comme un coup de semonce. Même s'il faut tenir compte des facteurs conjoncturels (la date s'est avérée très mal choisie), même si l'on peut trouver des explications (voir l'article page 4), il est de fait que la participation aux élections a tendance à baisser et la défiance vis-à-vis du monde politique et des élus s'accroître. Il faut donc réagir, et réagir à bon escient.

Plutôt que de se précipiter dans une réforme improvisée de la constitution, solution chatoyante, mais périlleuse, nous plaidons depuis le début de l'année, avec nos amis de Démocratie ouverte et les Gilets citoyens, pour une « **convention citoyenne pour le renouveau démocratique** », inspirée de la convention citoyenne pour le climat. Nous appelons à signer la pétition qui la promeut sur le site de l'Assemblée nationale. Prendre le temps de réfléchir posément, avec un groupe de citoyens représentatif de la société française, aux différentes mesures susceptibles d'être envisagées, avec l'avis d'experts, en

débattre ensuite au niveau national avant que le Parlement ne tranche, serait sans doute la meilleure solution. Cela pourrait être une composante d'un projet présidentiel.

Mais on sent bien que le sujet dépasse, et de loin, une liste de mesures, aussi pertinentes soient-elles. Le problème est plus profond. C'est **le lien même avec le politique, avec le collectif, qui est interrogé**, et cela sous trois aspects au moins :

- ✦ **Nos démocraties ne bénéficient plus de la force mobilisatrice des idéologies politiques** qu'étaient le communisme, la social-démocratie, la démocratie chrétienne et le gaullisme, qui apportaient à la fois un système de valeurs, une analyse de la société et un mode d'action sur celle-ci. Par quoi les remplacer aujourd'hui, sans tomber dans leurs travers ni dans les facilités et le flou du populisme ou la malignité du complotisme ? Par un récit, par de projets, par des valeurs, par une composition des trois ? Il y a nécessité en tous cas de redonner du sens et de l'élan, c'est la responsabilité aujourd'hui du politique. C'est ce que nous devons attendre des débats de l'élection présidentielle.
- ✦ **Le citoyen d'aujourd'hui, instruit, surinformé, émancipé, veut être respecté** et n'est pas dupe des pseudo-consultations aux résultats connus d'avance, des langues de bois qui ont réponse à tout. Une extension du domaine concret de la participation s'impose, à tous les niveaux. Les citoyens doivent être davantage associés à la construction, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques qui les concernent, comme les bénéficiaires des actions sanitaires et sociales impliqués dans la formation des personnes qui les aident, comme les salariés parties prenantes de la gestion des entreprises. Sur le plan de la vie publique, cela suppose davantage de référendums d'initiative populaire, de vrais débats citoyens (sur le nucléaire par exemple), et **un rapport différent avec les élus**. La démocratie participative n'exclut pas la démocratie représentative, qui reste indispensable, mais celle-ci doit s'adapter : la représentation n'équivaut pas au désintérêt, la délégation au dessaisissement. En un mot la représentation doit devenir dialoguante, et il faut former aux règles de l'éthique de la discussion le personnel politique, comme les agents publics.
- ✦ Reste le plus difficile mais sans doute le plus nécessaire aussi. **La politique consumériste**, qui promet de donner plus à plus de personnes, d'une manière ou d'une autre, paraît avoir **épuisé ses effets**. Plus on voudra la développer, plus on fabriquera des déceptions. Le consensus politique de fait autour de la maximisation de la satisfaction des désirs de tous ordres n'a pas empêché le développement de l'exclusion et des inégalités et bute maintenant sur les limites du changement climatique et les atteintes à la biodiversité. Tout en poursuivant l'objectif de satisfaire les besoins fondamentaux de chacun, la politique va devoir pivoter et demander plus aux citoyens, se montrer plus exigeante, créer des solidarités, **faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers**.

C'est l'une des leçons de la crise sanitaire. Elle nous a montré un autre visage de la politique, qui s'est avéré efficace et salvifique, même s'il a été dur à supporter pour beaucoup et inégal dans les efforts demandés et les

effets constatés. On ne reviendra pas à la politique d'avant. Mais la politique d'après capable de réduire les exclusions et les inégalités tout en faisant face au défi climatique reste encore largement à inventer. Elle pourra s'inspirer de toutes les expériences citoyennes de terrain. **Sobriété et fraternité à tous les étages** sont sans doute les ingrédients nécessaires de cette nouvelle approche. Ce sera en tous cas l'un des thèmes que développera le Pacte civique, notamment lors de son 10^e anniversaire, le vendredi 24 septembre prochain.

Interview

Comment les jeunes, notamment les étudiants, ont-ils perçu les élections des 20 et 27 juin ?

Quatre questions à **Paul Mayaux**, président de la FAGE¹.

1/ Alors que se termine une année scolaire particulièrement éprouvante pour les étudiants, quel est, selon vous, leur état d'esprit en ce début d'été ?

On a effectivement le retour à la « *vie normale* » mais malheureusement toujours cette épée de Damoclès qui vacille au-dessus de nos têtes, notamment quant à l'évolution épidémique qui pourrait porter atteinte au retour en 100 % présentiel à la prochaine rentrée. La réouverture des tiers lieux soulage une partie de la communauté étudiante mais l'autre craint la rentrée universitaire sur les pans pédagogiques et sociaux. L'année universitaire a exacerbé des difficultés qui ne sont plus à mettre en lumière ni à décrire en détails mais l'attente est forte quant aux potentielles mesures sociales, alors que persiste l'impossibilité de trouver un emploi sur la période estivale afin de capitaliser sur l'année. Il faut que l'on puisse avoir des mesures qui revalorisent les bourses sur critères sociaux et mettent en œuvre la garantie jeune universelle comme derniers remparts face aux vulnérabilités sociales, et ce dès le début des vacances afin que les jeunes puissent se préparer sereinement à la rentrée universitaire.



2/ Les élections régionales et départementales des 20 et 27 juin ont été marquées par une abstention record, encore plus forte chez les jeunes que dans le reste de la population. Qu'en est-il en particulier des étudiants ? Est-ce conjoncturel ? A quelle(s) cause(s) majeure(s) attribuez-vous cette démobilisation ?

Le sujet de la démobilisation des étudiants et des jeunes concernant les élections régionales et départementales révèle à notre sens un manque de compréhension et de visibilité du rôle de ces institutions. Il est donc nécessaire de réellement informer les jeunes sur leur fonctionnement et leurs compétences. Le manque de visibilité sur la compétence jeunesse doit également être noté, ainsi il apparaît important de recentrer le débat ainsi que les propositions sur les jeunes et pas seulement sur certaines compétences qui ne relèvent pas réellement de la région, par exemple la sécurité. Les jeunes sont en attente de débat de fond sur leur avenir.

3/ Certains commentateurs évoquent une dépolitisation, voire un repli individualiste de la jeunesse ; d'autres pensent que la participation citoyenne des jeunes emprunte d'autres chemins que la politique traditionnelle et la voie électorale. Et vous, que dites-vous de l'engagement collectif des jeunes ?

¹ La FAGE, Fédération des associations générales étudiantes, est le premier syndicat étudiant en termes de représentativité.

Les jeunes cherchent des modes d'expression alternatifs. Là où les jeunes sont réellement convaincus de pouvoir changer les choses, ils se heurtent à des méthodes politiciennes qui ne rendent pas honneur à la politique telle qu'ils la conçoivent. Ils se tournent donc logiquement vers des moyens d'expression autres afin de se faire entendre. Il faut réengager les jeunes dans la politique en leur permettant d'être écoutés et compris par les décisionnaires. Leurs engagements sont sans appel, ils sont de plus en plus nombreux à s'investir dans des associations, des volontariats en service civique etc... Ils vont vers des moyens d'expression qui leur permettent de débattre et de vivre un vrai engagement auprès de l'autre.

4/ Les écarts de participation électorale selon les âges sont-ils révélateurs d'un conflit de génération sous-jacent, que la crise du Covid aurait accru ? Dans notre tribune sur le grand âge, nous plaçons pour une convergence des actions. Qu'en pensez-vous ?

Un conflit de génération induit par l'épidémie a souvent été médiatisé ces derniers mois. Cependant, la solidarité intergénérationnelle qui fonde aujourd'hui la protection sociale en France doit persister et une convergence des actions doit effectivement pouvoir être renforcée. Cela peut passer par exemple par la création d'un contrat locatif d'autonomie partagé entre des jeunes âgés de moins de trente ans, et des personnes plus âgées et en situation de perte d'autonomie. Au-delà d'une convergence des actions, les refontes profondes et attendues du système d'accompagnement social et humain des jeunes et plus particulièrement des étudiants ne doivent pas entrer en concurrence avec la solidarité familiale et intergénérationnelle mais bien la compléter voire combler ses lacunes.

Des élections sans électeurs ?



66,7 % au premier tour, 65,5 % au second, le niveau record de l'abstention doit nous interroger. Il relativise toutes les autres tendances observées, notamment les rapports de force entre partis, mais surtout il met en danger notre démocratie. Comment l'expliquer ?

La première cause évidente est le choix du moment, qui a largement contribué à démobiliser les électeurs : vent de liberté après des mois de restrictions, interrogations sur la pérennité de la trêve sanitaire, début de l'été, les électeurs avaient « la tête ailleurs » et la quasi-absence de campagne de terrain a contribué à faire de ces rendez-vous démocratiques un sujet secondaire.

Deuxième raison, chacun d'entre nous a pu constater que les enjeux de ces élections étaient le plus souvent ignorés, laissant l'électrice et l'électeur sans repère : les régions ont changé de périmètre, les cantons aussi ; les compétences des différents niveaux ont évolué tout en restant passablement enchevêtrées, et, cerise sur le gâteau, de nombreux candidats se sont employés à brouiller les pistes en fondant leur argumentaire sur des thèmes hors de leurs compétences tels que la sécurité.

Moment peu propice, ignorance des enjeux, brouillage sur les compétences, pas de quoi attirer l'électeur hésitant !

Dans cette entreprise de brouillage, ils ont été nettement distancés par l'audiovisuel national. Qu'on en juge ! Selon un comptage réalisé par le CSA entre

le 10 mai et le 15 juin², les candidats aux régionales ont occupé 127 heures et, léger déséquilibre, les candidats aux départementales 4 heures (!), dont 40 % consacrés à une controverse minable à propos d'une candidate ayant posé voilée sur une affiche électorale. Cela alors que, globalement, les dépenses des départements sont plus de deux fois plus élevées que celles des régions. Quant au traitement des régionales, il s'est le plus souvent concentré sur le présumé futur duel Le Pen-Macron. En « nationalisant » des élections territoriales, non seulement on n'apporte aucune information pertinente aux électeurs, mais en plus on contribue à les démobiliser.

L'audiovisuel national dans son ensemble a ignoré les élections départementales.

Reste bien sûr la tendance de fond : celle d'une montée inexorable de l'abstention qui pose à notre démocratie un redoutable défi : mauvaise représentativité des élus, décalage croissant entre leur discours et les préoccupations des électeurs, manque de vision et d'ossature idéologique des partis, incapacité à se projeter dans le moyen et le long terme... Notre système institutionnel dont on vante la solidité, après plus de 60 ans d'usage ne répond plus ! Sa rénovation est plus que jamais à l'ordre du jour.

Notre système institutionnel ne répond plus !

Baromètre de la fraternité 2021



Où en est la fraternité en France ?

Depuis 2018, le **Labo de la Fraternité**, dont le Pacte civique est membre fondateur, produit, avec l'aide d'un institut de sondage, des données sur l'état du lien social en France sous la forme d'un Baromètre de la Fraternité³ publié chaque année, le 16 mai, à l'occasion de la Journée internationale du Vivre ensemble en paix adoptée par les Nations Unies.

Cette année, l'étude d'opinion réalisée par l'IFOP auprès de 1500 citoyens représentatifs comprend un focus complémentaire sur le GAP des générations et sur la solidarité intergénérationnelle. Concrètement, que ressort-il de cette enquête ?

Nous pouvons constater grâce à ce Baromètre 2021 qu'une fois encore la Fraternité révèle des attitudes ambivalentes. En effet, aux yeux de la population française, la Fraternité suscite une véritable envie de partage et de diversité, mais en contrepartie elle est synonyme d'impuissance et de doute quant à sa faisabilité. De plus elle reste contradictoire, l'inquiétude vis-à-vis d'autrui s'intensifiant alors même que l'envie de l'autre s'amplifie.

Ce baromètre de la Fraternité 2021 met en lumière différents points clés démontrant le caractère irrégulier du désir et de la pensée des Français :

- ✚ La France est davantage perçue par ses habitants comme étant un pays généreux, tolérant, ouvert d'esprit et respectueux des différences. Ainsi les Français estiment vivre dans un pays dont la diversité constitue une valeur clé.
- ✚ Si dans l'absolu, la diversité est perçue comme étant une bonne chose, les Français sont désormais plus d'un sur deux à s'en inquiéter, jugeant que « la diversité nous fait perdre notre identité, nos valeurs ».

L'inquiétude s'intensifie, alors même que l'envie de l'autre s'amplifie.

² Commenté dans la chronique « Médiatiques » de Libération (édition du 28 juin) sous la plume de Daniel Schneidermann.

³ Le baromètre 2021 peut être téléchargé [ICI](#).

- ✚ La propension à agir davantage avec des personnes différentes demeure élevée mais l'attitude de méfiance à l'égard d'autrui progresse⁴.
- ✚ Les opinions des Français à l'égard de l'immigration se raidissent. Ils estiment accueillir déjà de nombreux étrangers au sein de leur pays et ne pouvoir en accueillir plus, à l'exception des réfugiés des pays en guerre.
- ✚ Face à la crise sanitaire et aux risques affectant les plus âgés, la jeunesse française manifeste de la solidarité, mais elle subit une solitude imposée et redoute les sacrifices qu'elle aura à subir face à la dette et aux répercussions sociétales de la pandémie. Les jeunes se voient ainsi comme une génération sacrifiée mais, paradoxalement, restent optimistes pour l'avenir.
- ✚ Le sondage montre également que la jeunesse française, dans sa majorité, considère comme probable un risque de conflit générationnel, mais pour autant des collaborations fréquentes entre les générations restent généralement ancrées dans leur quotidien.



Les jeunes se voient comme une génération sacrifiée mais, paradoxalement, restent optimistes pour l'avenir.

Le Baromètre de la Fraternité met ainsi en évidence de nombreux clivages au sein de la population française, dans les relations intergénérationnelles ou bien encore dans le rapport à l'immigration. Cependant nous pouvons rester positifs face à la perception des Français, qui apprécient de plus en plus de vivre dans un pays tolérant et respectueux des différences.

Fraternité et citoyenneté

Le Pacte civique participe à la journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité, le 25 septembre 2021

L'Observatoire de l'action sociale (ODAS⁵) organise, avec plusieurs associations d'élus locaux, une journée de la citoyenneté et de la fraternité, le 25 septembre 2021. Sollicité pour s'associer à cette initiative, le Pacte civique a immédiatement répondu favorablement.

Le Pacte civique ne compte-t-il pas la fraternité parmi ses quatre valeurs constitutives ? N'a-t-il pas dans son ADN l'approfondissement de la citoyenneté et de la démocratie qui vise à rassembler des citoyens et des organisations pour un avenir désirable et fraternel pour tous ? Rappelons que le Pacte civique est membre du Labo de la Fraternité, qui depuis 2018, publie tous les 16 mai un baromètre de la fraternité⁶.



⁴ 72 % des sondés « se méfient des autres ».

⁵ Membre fondateur du Pacte civique.

⁶ Voir l'article précédent.

De nombreuses communes, tous les ans, organisent des journées citoyennes au cours desquelles les habitants se retrouvent pour effectuer ensemble, bénévolement, des travaux utiles pour la collectivité. Initiées en 2008 dans une commune d'Alsace, elles ont lieu dorénavant dans plus de 2 000 communes, et leur extension s'accroît en raison de leur impact sur la qualité de la vie sociale.

**Journées citoyennes :
« faire ensemble pour
mieux vivre ensemble ».**



Au-delà des clivages partisans et institutionnels, il est temps d'agir ensemble pour que le devoir de citoyenneté consolide les liens d'écoute, d'entraide et de respect qui constituent le ferment de la fraternité. Il y va de la sauvegarde de notre modèle républicain de société. On le sait, la crise sanitaire que nous connaissons est porteuse de grandes incertitudes économiques et sociales sur un terreau où la défiance généralisée fragilise notre pays. Mais, de ces difficultés peuvent naître aussi de nouvelles aspirations à un monde plus responsable, plus durable, plus fraternel. En effet, l'observation montre la capacité de nos

concitoyens, soutenus par les élus locaux, les responsables associatifs, la société civile organisée, à agir dans les territoires pour renforcer le vivre ensemble.

Durant cette [journée du 25 septembre 2021](#), toutes les communes, toutes les associations, tous les collectifs locaux, sont invités à mettre en œuvre des actions ouvertes à tous les habitants, quelles que soient leurs cultures, leurs origines, leurs générations. La journée citoyenne pourrait, par exemple, se traduire par l'organisation d'un repas de quartier, d'un concours d'affiches sur la fraternité, de conférences, des représentations artistiques, ou toutes autres actions collectives favorisant la mobilisation des habitants. Des événements qui doivent bien évidemment s'inscrire dans une dynamique durable, apte à reconstruire les liens sociaux.

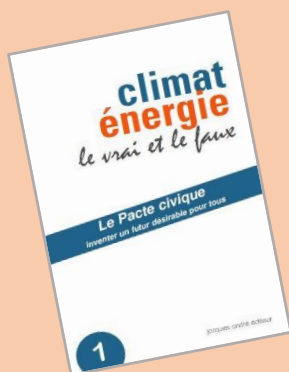
Comme on aime à le dire au Pacte civique : pas de réponses aux enjeux sociaux et environnementaux sans fraternité. La fraternité est ce ciment qui nous manque pour donner de la puissance à nos actions collectives.

Alors oui, osons le 25 septembre et mobilisons-nous à cet effet !

Le Pacte civique, une nouvelle collection

Une collaboration fructueuse avec l'éditeur Jacques André nous a permis de mettre au point une collection entièrement dédiée au Pacte civique.

Les premiers livrets sont consacrés, dans la perspective des prochaines campagnes électorales, à la chasse aux idées reçues.



La liberté, c'est d'abord la possibilité de choisir. La marque de son smartphone éventuellement, mais surtout comment l'on veut vivre. Cependant, choisir, vraiment choisir, cela ne peut pas se faire sans savoir.

Les auteurs de ces livrets ont rassemblé des données objectives et vérifiées pour éclaircir le paysage et chasser les « fake news » qui nous empêchent de juger et de décider par nous-mêmes.



Les n° 1 et 2 peuvent être commandés au prix de 11 € (n° 1) et 9 € (n° 2) auprès du [secrétariat](#) du Pacte civique.

En préparation : n° 3 : Europe immigration, *le vrai et le faux*
 n° 4 : Quelle économie pour demain ?

Grand âge – Le Pacte civique décroche la une d'une tribune dans **Le Monde**

Qu'elle était bien placée cette tribune initiée par le Pacte civique en haut de page de l'édition papier du *Monde* du mardi 22 juin ! Avec un titre qui claque :

Le grand âge est notre avenir, prenons en soin. Maintenant.

Le sujet le méritait : prendre soin du grand âge, laissé à vau l'eau d'une démographie défavorable, accompagné d'un déficit cruel de personnels, aussi bien dans les EHPAD qu'à domicile. La tribune ne se borne pas à dénoncer, elle avance des propositions d'immédiate urgence et de moyen et long terme.

Le Pacte civique avait préparé cette prise de position par un colloque en deux sessions les 4 décembre et 14 janvier derniers. Un groupe de travail autour de Yannick Moreau s'était mis à rude épreuve d'écriture, de conviction et de recherche de signatures. La publication par *Le Monde* est venue couronner ce bel effort collectif.



Le diagnostic est simple : la grande loi sur l'autonomie des personnes âgées promis par trois présidents de la République successifs est toujours en attente. Et avant même la montée de la vague démographique, les personnels concernés ne sont pas assez nombreux, les niveaux de rémunération trop faibles, les évolutions de carrière mal organisées et la formation très variable. Si le désir de la grande majorité des personnes est de vivre chez soi, ce vœu n'est pas toujours possible car les services d'aide et de soins à domicile sont insuffisants. La pandémie de la Covid a mis en évidence la souffrance de ce secteur.

**Effectifs insuffisants,
rémunérations faibles,
carrières peu attractives, la
pandémie a mis en évidence
la souffrance de ce secteur.**

La tribune lève le ton, se fait grave et prend parti pour déjouer un calendrier implacable. Il n'y aura de loi sur le grand âge que si elle est suffisamment courte pour être votée avant la fin de la mandature. Cette loi devra être complétée par d'autres mesures, déjà largement préparées à la suite d'excellents travaux (rapports El Khomri, Libault, Piveteau).

Les initiateurs de la tribune sont fiers d'avoir réuni sur ce texte 42 signataires, venant d'horizons politiques et professionnels différents, qui ont été d'accord pour promouvoir quelques mesures fortes qui montrent la voie : simplification du financement public des EHPAD, généralisation des Maisons des Aînés et des Aidants, guichet unifié pour que les familles trouvent un référent capable de répondre aux situations difficiles, décloisonnement résolu entre domicile et établissement, mesures pour éviter les maltraitances, rôle nouveau pour les départements, affirmation de la pleine citoyenneté des aînés.

Quant aux mesures d'urgence, les créations d'emplois (20 000 sur cinq ans) devront intervenir en loi de finances tandis que la revalorisation des carrières et la formation seront la priorité du pouvoir réglementaire.

**Le Pacte civique
continue son travail de
réflexion et d'influence.**

Cette tribune ne doit pas rester sans lendemain. Le Pacte civique continue son travail de réflexion et d'influence qui n'a sans doute pas été inutile dans l'annonce du gouvernement de réamorcer ce grand enjeu national du grand âge et de l'autonomie.

La tribune, la liste des signataires et les mesures législatives proposées sont disponibles [ICI](#).

Le 10^e anniversaire du Pacte civique reporté au vendredi 24 septembre

Il sera célébré en présentiel au CESE, Palais d'Iéna. Voici le programme. Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire auprès du [secrétariat](#) (nombre de places limité).



Dix ans, ça se fête !

24 septembre 2021, 9h30 - 18h,
au CESE, Palais d'Iéna, 9 place d'Iéna, Paris 16^e

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Le matin :

- **10 ans d'action : on feuillette l'album** : power-point, vidéos...
- **Jean-Baptiste de FOUCAULD** : Face à une crise globale, agir autrement.
- **Quand deux pactes se rencontrent** : « civique » et « pouvoir de vivre » : quel modèle de changement dans une démocratie renouvelée ?

TABLE RONDE avec Laurent BERGER, Véronique DEVISE, Laurent GRANDGUILLAUME, Claire HEDON, Hugues SIBILLE.

L'après-midi :

- **Le défi de l'emploi** : nouveau regard, nouvelles pratiques : TZCLD, employabilité.
- **Le défi de la sobriété et de la fraternité** - 4 contributions du Pacte civique :
 - ✓ Sondage fraternité
 - ✓ Ingénierie groupes projet
 - ✓ Livre *Le choix des sobriétés*
 - ✓ Les résultats du sondage sobriété (Viavoice)
- **Le système politique à l'épreuve du double défi de la sobriété et de la fraternité.**

DÉBAT avec Radia BAKKOUCH, Pascal CANFIN, Mathilde IMER, Johanna ROLLAND, Stéphane ROZÈS, Patrick VIVERET.

Echanges avec l'auditoire.

CONCLUSION sous forme d'interview des deux coordinateurs du Pacte civique.

Suivre et soutenir le Pacte civique



01 44 07 00 06



contact@pacte-civique.org



<https://pactecivique.fr/>

facebook

